



Elles s'appellent Lucia, Dana ou Ruslana. Un jour, lassées de subir la corruption, la misère et le désespoir qui règnent en Moldavie, elles ont quitté leur pays pour un emploi de femme de ménage plus à l'Ouest. Reportage dans leurs foyers, toujours meurtris par le vide qu'elles ont laissé.

MOLDAVIE

ATTEND MAMAN DĒSESPĒREMENT

« Il n'y a pas de problème ici. » Trônant derrière un bureau d'écolier dans sa petite maison aux murs bleus délavés, Ion Buzu est fatigué d'entendre toujours la même histoire. Maire de Carpesti, un hameau de 2000 âmes au sud de la Moldavie, il refuse de céder au découragement. « De toute façon, les gens ne veulent plus parler de ça », martèle-t-il. « Ça », pour la fuite des épouses et des mères. Car à Carpesti, les femmes sont parties. Absentes, disparues, envolées. Loin de cette campagne d'Europe de l'Est, coincée entre la Roumanie et l'Ukraine et cernée par les vignes et les champs de tournesols, et où le temps semble s'être

arrêté. Devant un monument érigé en 1945 à la gloire de l'Armée rouge, quelques « bunikas » (grand-mères) aux fichus bariolés nettoient les trottoirs défoncés et une carriole improbable cahote entre deux nids-de-poule. Chisinau, la capitale du pays se trouve à seulement 130 kilomètres, mais ses bureaux, son McDonald's et ses boutiques branchées ombragées de tilleuls semblent à des années-lumière.

Ion Buzu se montre pragmatique face au dépeuplement qui ronge sa commune : en quelques années, près de la moitié des habitants ont quitté la région, dont une majorité de femmes.

MOLDAVIE L'EXODE DES FEMMES



À gauche, Dana et son père partagent les dernières heures ensemble avant que l'adolescente rejoigne sa mère. À droite, Alexander Sach n'a pas vu sa femme depuis quatre ans.



« C'est un sacrifice pour que nos enfants aient un meilleur destin que le nôtre »

« Si les gens partent, c'est parce qu'il n'y a ni travail, ni argent en Moldavie. » Le pays, régulièrement qualifié de « plus pauvre d'Europe » par la Banque mondiale, est gangrené par la corruption et la pauvreté : en 2001, 80 % de la population y vivait avec moins d'un dollar par jour. Des statistiques peu réjouissantes qui viennent justifier l'inexorable exode moldave entamé en 1991, au lendemain du démantèlement de l'ex-URSS. Certains prédisent qu'en 2055, la Moldavie aura disparu de la carte. Selon les chiffres officiels, 600 000 personnes vivraient ou travailleraient à l'étranger, alors que la population compte 4,2 millions d'habitants.

« En réalité, les émigrés seraient plutôt un million », corrige Alan Freedman, chef de mission du Bureau international des migrations (OIM) de Chisinau. « Cela ressemble à une ruée vers l'or. La nouvelle de l'existence d'un filon se répand comme une traînée de poudre, et c'est l'explosion. » Septante pour cent de ces candidats au départ sont des jeunes filles ou des mères de famille, dont l'âge varie entre 18 et 45 ans. Lassées d'attendre un changement politique, une transition qui ne vient pas, ces femmes abandonnent conjoints, enfants et foyers. Un sacrifice consenti pour échapper à une situation décrite comme « pire qu'une guerre ».

L'Europe, le Canada ou Moscou sont les destinations les plus prisées. Tout est affaire de sexe : les hommes filent vers l'Est, la Russie et ses chantiers de construction, et les femmes plutôt vers

l'Ouest, l'Italie, la région de Bologne surtout. Une fois arrivées dans la Péninsule, après avoir payé plusieurs milliers d'euros à des passeurs, les émigrées moldaves deviennent ce qu'on appelle là-bas des « bandanti », des aides à domicile, des femmes de ménage, ou pire, terminent sur le trottoir. Loin des boutiques Gucci et de la dolce vita.

« C'est plus facile pour elles de trouver du travail en Italie », explique Ion Buzu. « La langue italienne, latine, est facile à apprendre. » Mais surtout, les mafias et les réseaux de passeurs y sont plus organisés. Et les visas plus faciles à obtenir. L'Italie croule sous les demandes et délivre environ 50 000 visas par an aux ressortissants moldaves. 35 000 femmes y seraient officiellement recensées. Et si les hommes partent en général travailler pour une durée temporaire, les femmes elles, ne reviennent jamais.

« Bien sûr que je suis jaloux, qu'est-ce que vous croyez ? » Alexander Sach a 25 ans et deux bambins à élever. Cela fait « un bon moment » que sa femme, Danalache, a quitté Carpesti. Elle a abandonné la maisonnette en bois, les poules et ses petits, au profit d'un emploi au chevet d'un vieil homme italien, à Modène. Tous les mois, invariablement, elle envoie au pays une centaine d'euros. « Pour les enfants. » La somme, qui équivaut au salaire moyen en Moldavie, suffit à nourrir la famille. Et adoucit les doutes qu'Alexander Sach peut entretenir au sujet de la moralité de sa moitié.

MOLDAVIE L'EXODE DES FEMMES



Alexander, avec ses deux enfants, attend chaque mois les 100 euros envoyés par sa femme. À droite, Michaela ne cache pas sa peine de vivre éloignée de sa maman.



«C'est une ruée vers l'or. Les filons se répandent comme des traînées de poudre»

Chaque année, 500 millions d'euros sont envoyés dans le pays par la diaspora moldave vivant à l'étranger, faisant de la Moldavie le numéro un mondial au jeu des transferts de fonds internationaux. Une somme qui dépasse de toute façon très largement le budget de l'État et qui se retrouve dans l'achat de voitures haut de gamme ou la construction de luxueux appartements dans le centre de Chisinau.

Grâce à, ou malgré cette manne, Alexander a arrêté de travailler. Pour s'occuper de sa progéniture. Seul hic : l'absence de Danalache semble se prolonger. «Nous ne nous sommes pas vus depuis quatre ans», admet Alexander. La faute au durcissement des législations sur l'immigration en Europe. Afin de juguler le flot des sans-papiers, le gouvernement italien votait en 2004 la loi Bossi-Fini : la régularisation des étrangers devient conditionnée à l'obtention d'un contrat de travail, signifiant pour beaucoup la fin des allers-retours entre pays d'origine et le territoire italien.

Un peu à l'écart, Michaela, 14 ans, essuie une larme sur sa joue constellée de taches de rousseur : «Je voudrais que maman revienne, mon père ne comprend pas mes problèmes. Je dois tout faire ici : le ménage, les repas...» Son rêve : devenir coiffeuse. En Italie. D'après l'Unicef, 29% au moins des enfants de Moldavie sont confrontés à l'absence d'un parent ou des deux, et leur nombre est en augmentation constante. Surtout dans les campagnes où les écoles accueillent des rejetons livrés à eux-mêmes, sans stabilité ni horizon.

Contre cette hémorragie de main-d'œuvre et de cerveaux, les autorités semblent impuissantes, les familles résignées. Dans une société encore matriarcale, les divorces se multiplient, les repères volent en éclats. Alors, de séparation en abandon, les enfants grandissent et les pères dépriment. Certains endossent le rôle de fée du logis, beaucoup sombrent dans l'alcoolisme.

«Ce n'est pas normal pour un couple de vivre de cette manière. Pourtant, cela devient la normalité en Moldavie», juge Vasile Andini, un ingénieur cadastral quinquagénaire, qui a déjà passé neuf ans sans son épouse, installée à Bologne. Grâce aux revenus envoyés par sa femme, leur fille a pu aller étudier en France, à Lille. Vasile Andini affirme qu'à son âge, la jalousie, l'absence, «tout ça» n'a plus guère d'importance. «C'est un sacrifice pour nos enfants, pour qu'ils aient un meilleur destin que nous.» Pour qu'ils «changent les choses». Titulaire d'un Master d'économie, sa fille occupe désormais une bonne situation... en Roumanie. «Avec son salaire, elle pourra bientôt nous aider», veut croire Vasile.

«Maman me l'a promis. En juin, je pars la rejoindre.» Assise en tailleur sur son lit aux côtés de son père malade, Dana Madoni, vingt ans, bras croisés et regard déterminé, explique avoir effectué toutes les formalités nécessaires pour obtenir son visa. Depuis l'entrée de la Roumanie voisine dans le club des Vingt-Sept en janvier 2007, les files d'attentes des ressortissants moldaves devant le consulat pour l'obtention de visas Schengen s'allongent. Sans fin. Après l'URSS, c'est aujourd'hui l'Union européenne qui érige un «mur» avec le pays. L'obtention de titres de séjour, de visas et de permis de travail sont autant d'obstacles infranchissables. Et l'intégration européenne, une mission quasi impossible.

MOLDAVIE PAYS SANS FEMMES ?

Dana s'accroche à son départ comme à une certitude. « Je dois attendre le contrat de travail de l'employeur de ma mère, qui possède une usine. » Évidemment, elle a peur : un pays inconnu, quitter son père et ses frères, ses amis, sa chambre aux rideaux pastel. Mais l'envie de « changer sa vie » est trop forte.

Tout changer, c'est ce qu'a fait Lucia Biondi, 43 ans. Il y a quatre ans, elle est partie travailler en Italie comme « collaboratrice familiale », c'est à dire femme de ménage, pour un couple aisé des environs de Bologne. Petite et blonde, Lucia est très catholique et déteste les gens qui se plaignent. Son mari est resté en Moldavie. « Notre relation était horrible. Il ne travaillait pas, passait son temps à boire. J'avais besoin de retrouver l'air et l'espoir. » Et accessoirement un « meilleur » mari. Enfin, plus riche. À ses deux enfants, elle promet qu'ils vont venir la rejoindre. C'est sur les conseils insistants d'une cousine, déjà installée sur place, qu'elle se décide à tout quitter. « Il y avait la musique que j'adorais. Et le fait de connaître quelqu'un là-bas a fini par me convaincre. »

Pour arriver à destination, Lucia a le « choix » : un voyage « tourisme » en bus à travers l'Europe et où les passagers doivent apprendre par cœur l'itinéraire entre Paris et Venise, au cas où les douaniers se montreraient trop pointilleux. Son prix se négocie entre 3500 et 4000 euros. Trop cher pour Lucia qui obtient les contacts d'une organisation slovène, dont la grande spécialité est le passage de clandestins moldaves. « J'ai donné 2500 euros, en échange de quoi ils m'ont trouvé des papiers. » Deux mille cinq cents euros l'aller simple vers l'Europe, à travers la Roumanie, la Hongrie et l'Autriche. Celles qui partent savent qu'elles ne pourront pas retourner chez elles. Elles ont tout laissé derrière elles. On ne fait pas deux fois ce voyage, et ceux qui, sans papiers, ont pu le faire une fois se gardent bien de recommencer. Selon Alan Freedman, chef du Bureau des migrations de Chisinau, « une multitude de gens dans le pays présentent la migration comme la solution miracle et organisent de juteux trafics humains. »

« Nous étions une quarantaine de compatriotes à vouloir passer. On nous a réparties par trois dans des minibus aux vitres teintées », se souvient Lucia. Discuter avec ses voisines est difficile. Toutes ont de faux noms et de fausses nationalités. Peu importe : chacun veut oublier, effacer, recommencer. À Bologne, grâce au bouche-à-oreille, Lucia commence très vite à travailler dans différentes familles. Clandestinement, évidemment. Là, la communauté d'émigrées est très organisée : les bonnes adresses circulent, les réputations se font et se défont, les émigrées de l'Est habitent ensemble dans des appartements. L'entraide fonctionne à plein régime. « J'ai commencé à gagner ma vie en travaillant comme collaboratrice familiale et tout a changé rapidement pour moi. » Chaque mois, Lucia se rend à la Poste Italienne, munie de colis avec des vêtements pour ses deux enfants et de devises pour ses parents.

Après de nombreux problèmes de papiers, ses deux « grands » de 18 et 24 ans ont fini par la rejoindre en Italie. D'abord exploités sur des chantiers dans le sud de l'Italie où les contremaîtres peu scrupuleux refusaient de les payer puisqu'ils n'étaient pas en règle, ils ont enfin réussi à obtenir un permis de séjour. Lucia, son nouveau compagnon et les enfants ont fêté leur



Depuis cinq ans, les prents de Lilian gagnent leur vie en Italie. Elevé par sa grand-mère, le petit garçon de huit ans se dit heureux.

« Même si mon mari est malade, je ne reviendrai pas en Moldavie. C'est du passé »

premier Noël ensemble à Bologne, aux côtés de la famille qui l'emploie. Enfin en règle. « Pour moi, la Moldavie fait partie du passé. Même si mon mari est aujourd'hui très malade, je ne reviendrai pas », affirme Lucia, le regard froid derrière ses lunettes rondes. « En tout cas, pas pour lui. »

À Carpesti, le petit Lilian Radu joue dans la cour de la maison de ses grands-parents. De son cartable, il sort une série de dessins. À huit ans, Lilian veut être peintre. Son père et sa mère sont partis tenter leur chance en Italie il y a cinq ans. « Je ne me souviens pas bien d'eux. Ils ne me manquent pas trop, j'aime bien vivre avec ma grand-mère : elle m'aide à grandir. » Anna Butuk, 55 ans, le couve d'un regard doux : alors que ses deux propres enfants vivent en Italie, garder son premier petit-fils s'est imposé comme une évidence. Ses autres petits-enfants sont nés sur le territoire italien. Malgré tout, Anna se montre confiante. « Je sais que le voir maintenant est impossible. Mais une fois que la maison qu'ils se font construire à Chisinau sera terminée, ils reviendront. Pourquoi pas ? »

PRUNE ANTOINE